

IDENTIFICATION : MAI/ 990 17/05/94
DUREE : 60 MIN.
QUALITE : BONNE
TRANSMISSION : RADIO RWANDA
NOM DU TRANSCRIPTEUR : DROCELLA ICYITEGETSE
DATE DE LA TRANSCRIPTION : 25/06/2002
NOM DU FICHIER : 990.doc
DICTAPHONE : SANYO BO-760/34 Série no P9407754F

FACE A

Hyacinthe Bicamumpaka, journaliste de Radio-Rwanda:

... préfecture de Kibuye. Nous allons commencer par l'allocution du préfet de la préfecture de Kibuye, Monsieur Clément Kayishema.

Clément Kayishema, préfet de la préfecture, de Kibuye.

Excellence Monsieur le Président de la République,

Avant que je ne vous passe la parole pour que vous dirigiez cette réunion que vous avez vous-même convoquée, j'aimerais vous présenter les personnes présentes ici. Mais voudrais d'abord présenter aux participants à la réunion les hôtes de marque qui accompagnent Son Excellence Monsieur le Président de la République à savoir : la Ministre de la justice Madame Agnès Ntamabyariro, ici présente, vous la voyez ...
(Applaudissements) et Monsieur le *Secrétaire-député* Monsieur Cyprien Munyampundu
.... *(Applaudissements)*

Excellence Monsieur le Président de la République,

Je ne nommerai pas les participants à la réunion, mais je vous indiquerai uniquement les catégories dans lesquelles ils sont classés. Parmi eux se trouvent des fonctionnaires de l'Etat, des représentants des confessions religieuses et du secteur privé, je vous ai déjà présenté la plupart d'entre eux, dont des bourgmestres des communes, des sous-préfets, des représentants des partis politiques, des chefs de service au niveau de la préfecture, des

représentants des confessions religieuses et du secteur privé ainsi que des fonctionnaires de toutes les catégories qui ont pu être disponibles.

Excellence Monsieur le Président de la République,

C'est la première fois que vous effectuez une visite dans cette préfecture et ce, pendant que tout le pays et cette préfecture connaissent des problèmes. Vous nous avez donné plusieurs messages à transmettre. Cela a été fait au niveau des cellules, des secteurs, des communes, des sous-préfectures et de la préfecture. Au moment où je vous parle, la sécurité est bonne dans la préfecture de Kibuye. Les activités ont repris dans les bureaux. Les gens circulent normalement et vaquent à leurs activités habituelles.

Nous avons compris ce que vous et vos collaborateurs nous dites souvent. Nous savons bien qui est l'ennemi du Rwanda. Nous n'avons plus de doute sur son identité. Nous sommes en train d'utiliser tous les moyens, toutes nos forces, tout notre savoir-faire et le peu de ressources qui nous restent pour le déloger de ses positions, et pour freiner son avancée. C'est ce que nous sommes en train de faire pour le moment.

Je ne voudrais pas m'éterniser davantage, mais j'aurais aimé évoquer avec vous des questions d'intérêt national et des moyens dont nous disposons pour les résoudre. Je vous remercie pour votre soutien. J'aimerais maintenant vous passer la parole pour que vous nous transmettiez votre message. Je vous remercie (*applaudissements*).

Théodore Sindikubwabo, Président de la 1^{re} République :

Monsieur le préfet de Kibuye,

Madame la Ministre de la justice,

Monsieur le Secrétaire député du CND,

Chers frères ici présents,

Nous voyons ici des membres des confessions religieuses, des bourgmestres, des représentants des partis politiques, des fonctionnaires de l'Etat, des membres de la population dont des jeunes et même des femmes qui sont venues participer à cette réunion. Nous vous remercions tous et particulièrement le préfet de la préfecture de Kibuye qui vous représente tous, qui représente le Président de la République dans cette préfecture. Nous vous remercions beaucoup. Nous vous remercions du fond du cœur pour la bonne volonté dont vous avez fait preuve en venant ici pour nous manifester votre soutien.

Nous remercions les Forces armées rwandaises qui sont ici à Kibuye et qui viennent de nous souhaiter la bienvenue. Vous avez constaté que nous venons de passer un certain temps avec le préfet dans son bureau. Je voudrais cette fois-ci vous transmettre le message dont nous lui avons présenté les grandes lignes, afin que vous puissiez, en collaboration avec lui, mettre en pratique les instructions contenues dans ces messages. Le préfet est en effet le représentant du Gouvernement ici à Kibuye.

Chers frères de la préfecture de Kibuye,

Dans le cadre des tournées que nous avons entreprises, nous venons de visiter déjà quatre préfectures, la votre est la cinquième. Le but de cette visite est de vous montrer le préfet qui vous représente tous officiellement devant le gouvernement.

La Présidence de la République et le Gouvernement rwandais vous soutiennent et souhaitent vous donner leur appui dans vos fonctions quel que soit le poste que vous occupez. Suite au discours que vient de prononcer le préfet et dans lequel il a brièvement décrit la situation à Kibuye, nous serions tentés de nous arrêter ici et de ne pas dire davantage, à part que cela ne serait pas correct de notre part étant donné que nous vous avons apporté un long message. Vous venez de dire que « la sécurité est bonne dans la préfecture de Kibuye » et cela me réjouit amplement parce que c'est là justement le but de notre visite. C'est à cause de ce problème que nous sommes venus ici pour vous demander s'il règne un climat de sécurité ici et, dans le cas contraire, vous demander quelle en est la raison et les mesures que vous avez prises pour restaurer la sécurité. Il (le préfet) vient de nous affirmer que sur le plan de la sécurité, la situation est bonne. Notre visite est donc utile parce que nous avons abouti à ce que nous recherchions.

Mais nous devrions examiner ensemble les raisons pour lesquelles la sécurité règne dans la préfecture de Kibuye alors que ce n'est pas encore le cas dans certaines régions du Rwanda. Cela serait très utile pour nous. Cela serait très utile pour tous les Rwandais qui nous écoutent à la radio, surtout ceux-là qui n'ont pas eu la chance comme vous, ceux-là dont la sécurité reste précaire.

Oui, cela nous rendra très heureux parce que vous seriez un bel exemple pour les autres Rwandais qui n'ont pas encore bien compris notre objectif, qui ont entendu mais qui ont dit non, qui ont dit qu'ils n'étaient pas concernés. Cela nous serait très utile parce qu'ainsi vous leur servirez d'exemple et le fait que vous jouissez d'une bonne sécurité constituerait une leçon pour les autres qui ne sont pas dans la même situation.

Vous vous rappelez que ce gouvernement, votre gouvernement que vous soutenez tous, a été mis en place pendant des moments difficiles. Comme vous en avez été informés, ce gouvernement a été mis en place parce que l'ennemi et ses complices venaient d'assassiner le Président de la République, Son Excellence Juvénal Habyarimana. Je souhaiterais, bien que cela ait été fait plusieurs fois, que nous observions encore une minute de silence en sa mémoire pour le confier à Dieu. *Ils se lèvent.*

Vous vous rappellerez qu'après l'avoir tué, les ennemis du pays n'avaient plus qu'un seul objectif, celui de créer un vide institutionnel, de laisser le pays sans pouvoir ni dirigeants, dans une situation d'anarchie. Nous avons refusé cet état de choses. Nous avons estimé que les Rwandais ne pouvaient pas vivre dans cette situation, sans loi ni dirigeants, parce qu'ils sont habitués à vivre dans un Etat de droit où la loi et la discipline s'appliquent à tout le monde.

Les dirigeants des cinq partis politiques participant au gouvernement, en collaboration avec les autorités militaires, ont décidé de mettre en place un gouvernement de transition.

Ils se sont consultés et ont jugé que la mise en place rapide de ce gouvernement de transition était la mesure la plus appropriée pour contrecarrer le plan de l'ennemi.

Si nous n'avions pas agi ainsi, le pays serait resté dans un vide institutionnel comme nous venons de le souligner, (les ennemis) avaient en effet l'intention de mettre immédiatement en place les institutions qu'ils avaient prévues et s'ils l'avaient fait nous ne serions pas réunis ici pour échanger de points de vue. Ils auraient mis en place des institutions visant d'autres objectifs ; cette situation n'aurait pas permis notre rencontre d'aujourd'hui.

Par la grâce de Dieu nous avons pu contrecarrer leur plan en mettant en place un gouvernement qui s'est immédiatement fixé trois objectifs que vous connaissez déjà. Le plus important de ces objectifs est la mise sur pied d'un pouvoir stable dans le pays, la restauration de la sécurité des personnes et des biens et le rétablissement de la paix et de l'ordre sur tout le territoire national. C'est l'objectif le plus important dont dépendent tous les autres. Cinq semaines après la mise en place de ce gouvernement, nous nous demandons si cet objectif a été accepté, compris et mis en pratique de la même façon dans tout le pays.

Selon les rapports qui nous parviennent et ce que nous constatons nous-mêmes, dans certaines régions du Rwanda, cet objectif n'a pas encore été atteint. Nous sommes venus, inquiets, pensant qu'il existait à Kibuye ces personnes indifférentes et récalcitrantes. Nous sommes heureux d'apprendre par le préfet que de telles personnes n'existent pas ici.

C'est pourquoi nous voudrions vous dire que nous vous félicitons parce que c'est là un point que vous venez de marquer par rapport aux autres qui n'ont pas encore bien compris ce que le gouvernement souhaite. Félicitations. (*Applaudissements*).

Dans les directives, que ce soit celles du Président, du Premier Ministre ou des ministres, comme l'a dit le préfet, nous avons demandé que les Rwandais fassent preuve de bon sens et essaient de dominer leur nature humaine, leur colère et leur tristesse, en se pardonnant mutuellement. Nous avons même dit que chacun devrait être le gardien de son frère et éviter de faire à autrui ce qu'il n'aimerait pas qu'on lui fasse.

Cela est difficile pour un être humain mais ce n'est pas impossible. Qui donc peut réussir une tâche si difficile ? Ce sont les hommes qui réalisent des tâches si difficiles. Ici, je ne parle pas uniquement de ceux de sexe masculin. Les hommes dont je parle sont toutes les rwandaises, tous les rwandais de bonne moralité et sains d'esprit. Ce sont ceux-là que j'appelle des hommes. Et c'est vrai qu'il y en a dans ce pays. Nous sommes là et vous êtes là. Nous pouvons donc surmonter toutes les difficultés du moment qu'il y a des hommes. C'est la raison pour laquelle, nous le répétons encore une fois et nous aimerions que ceux qui nous écoutent le comprennent de cette façon, il n'est pas bon de dire que nous avons souffert, que nous sommes en colère et que nous devons nous venger et faire des bêtises. Nous devons plutôt nous résoudre à dépasser toutes ces faiblesses, à maîtriser notre nature humaine et à la contenir, à nous pardonner mutuellement et à choisir ce qui est utile pour le pays et ses habitants : la paix. Il faut donc promouvoir tout ce qui peut restaurer la paix, et la sécurité, et dépasser les faiblesses humaines. Comme l'ont dit nos

ancêtres dans un proverbe : « Une personne qui est toujours en colère finit par en pâtir ». Il ne doit point y avoir de colère qui ne finit pas. La colère n'est pas une bonne chose, au contraire, c'est un vice. Le Rwandais d'aujourd'hui ne devrait pas être caractérisé par des vices, mais plutôt par des vertus.

Nous sommes heureux de constater que les habitants de Kibuye collaborent avec leurs dirigeants, surtout avec le préfet qui représente le Président de la République dans la préfecture de Kibuye. Nous sommes heureux de constater que vous avez dépassé ce vice qu'est la colère. C'est pourquoi nous vous avons dit que vous devez être félicités et servir de bon exemple aux autres Rwandais qui hésitent toujours, qui continuent de commettre des erreurs, qui sont assoiffés de vengeance, qui veulent continuer à faire du mal et à s'approprier les biens d'autrui. Dans mon message du 14 du mois passé, j'ai dit que ceux-là étaient aussi des ennemis du pays parce qu'en continuant de commettre des crimes, d'être tentés par le vol, la gourmandise et le pillage, ils ne veulent pas que la paix règne dans le pays. Si ce sont réellement des hommes, qu'ils le prouvent et montrent leur bravoure en combattant l'ennemi au front ! L'ennemi n'est pas votre voisin, ce n'est pas ce pauvre qui habite près de chez vous, ce n'est pas cette vieille dame, votre voisine, ce n'est pas cet enfant innocent. L'ennemi, ce n'est pas ça.

Ce n'est pas à vous les habitants de Kibuye à qui je m'adresse parce que vous, vous avez déjà obtenu une bonne note. Je m'adresse plutôt à ceux qui vont nous écouter à la radio. Que les gens qui n'ont pas encore abandonné les mauvaises habitudes de commettre des actes criminels, de voler, démontrent leur bravoure en allant combattre au front et qu'ils

en reviennent après leur victoire pour que nous les félicitons. Autrement, ce qu'ils sont en train de manifester n'est pas de la bravoure. J'ai dit que ceux-là aussi devraient être considérés comme des malfaiteurs, des ennemis du pays, des ennemis de la paix. Ensuite la situation ne doit pas en rester là. Ils devront être traduits en justice et c'est là le deuxième objectif de notre visite. J'ai de la chance parce que je suis venu avec la Ministre de la justice. Que ceux-là qui sabotent notre action et nous empêchent d'adopter d'autres stratégies soient recherchés, poursuivis en justice et punis, ce qui nous permettra de consacrer notre temps à autre chose.

Je suis heureux de constater que parmi les fonctionnaires de l'Etat que vous m'avez présentés, se trouvent des magistrats, des agents du parquet, des responsables des partis politiques dans cette préfecture, des dirigeants de toutes catégories et beaucoup de religieux (j'en ai vu). Toutes ces personnes sont des amis de la paix. Les ennemis de la paix ne devraient pas avoir le dessus sur nous les amis de la paix qui sommes nombreux. Vous tous, dépistez ces gens aux mauvaises habitudes, assoiffés du mal. Vous tous, en commençant par le responsable de cellule qui est plus proche de la population, jusqu'au conseiller de secteur et au bourgmestre qui a été chargé par le Gouvernement de diriger la commune, vous avez particulièrement un très grand rôle à jouer.

Vous avez deux missions : non seulement vous êtes chargés de diriger les membres de la population mais aussi vous avez de l'autorité sur eux. C'est agréable d'être un dirigeant lorsque celui que vous dirigez se laisse diriger et suit la bonne voie mais lorsqu'il se

rebelle, la loi vous autorise à le diriger autrement, c'est-à-dire de prendre des sanctions à son égard pour qu'il se reprenne et comprenne qu'il a mal agi.

Je le répète : ces quelques malfaiteurs et ces personnes aux mauvaises habitudes ne devraient pas nous empêcher nous les amis de la paix, combien nombreux, de continuer à vaquer à nos occupations. C'est pourquoi, dans un instant, je vais passer la parole à la Ministre de la justice pour qu'elle vous parle des mesures déjà prises par le gouvernement à l'endroit de ces individus. Nous devons les avertir. Un dirigeant ou une autorité joue aussi le rôle de père de famille pour ses administrés. Un bon père de famille doit toujours rechercher ce qui est bon pour ses enfants et les prévenir lorsqu'il y a un danger qui les guette. Nous devons les prévenir à temps. Nous l'avons déjà fait mais nous le répétons pour qu'ils ne soient pas comme ce pot d'argile qui s'est heurté contre un fût en métal. Vous connaissez la suite : le pot s'est brisé. S'ils veulent se rebeller, je pense que le mot « gupinga » (s'opposer) est d'origine swahili, s'ils veulent donc défier le gouvernement, nous pensons que cela leur sera difficile parce que le gouvernement a pris des mesures fermes en vue d'assurer la protection de ce pays, la protection de tous les Rwandais qui souhaitent la paix. Nous ne laisserons pas faire ces quelques malfaiteurs.

Pour conclure mon message, je voudrais rappeler quelque chose que vous savez déjà et qui résume ce que j'ai déjà dit. La plupart d'entre vous, êtes des personnes adultes, dont les plus âgées ont suivi la politique depuis longtemps. L'ennemi qui a attaqué notre pays avait un programme bien élaboré. Il n'est pas venu sans s'être préparé ; il s'est préparé depuis longtemps. Il est venu avec beaucoup d'armes, celles que nous voyons et d'autres

que nous n'avons pu voir que tardivement. Les armes les plus ostensibles sont les armes à feu, les munitions et d'autres matériels de guerre. Mais il est venu muni d'une autre arme plus redoutable qui peut causer beaucoup de dégâts s'elle n'est pas découverte à temps. Et c'est ce qui s'est passé. Il est venu armé de la ruse, une ruse alliée au mensonge et à la méchanceté. En effet en 1990, il espérait s'emparer de notre pays en trois ou cinq jours. Il avait pensé qu'avec son matériel de guerre, y compris cette autre arme redoutable et invisible qu'est la ruse, la conquête de notre pays ne serait qu'un jeu d'enfant. Mais les choses ne se sont pas passées comme il l'avait prévu, vous vous rappelez. Pourquoi ? Parce que les Rwandais, en octobre 1990, étaient unis, parlaient le même langage et avaient les mêmes aspirations. Ils appréciaient le bien et dédaignaient le mal de la même façon. L'ennemi a été frustré et a fait recours à la deuxième arme. Il a eu de la chance de recevoir l'appui des partis politiques, ce qui a permis à sa deuxième arme de bien fonctionner. Il a divisé les Rwandais et ceux-ci ont commencé à ne plus tenir le même langage comme du temps de la tour de Babel. Un de dire : « Je suis Parmehutu » et l'autre : « PSD », « RADER », « PL », « MRND », « MDR Power », comme du temps de la tour de Babel. Mais selon un dicton rwandais, « la pierre visible ne casse pas la houe » (un danger remarqué est à demi conjuré). Nous avons constaté que cette deuxième arme était plus redoutable que la première qui consistait en matériel de guerre. Je pense que même les aveugles ont pu voir et que les sourds ont finalement entendu. Nous avons eu de la chance parce que certains d'entre eux ont commencé à le dire à haute voix. Ils ont commencé à dire publiquement qu'ils ont maintenant su qui était l'ennemi. Certaines personnes vivaient toujours dans la naïveté et ne comprenaient pas que la situation avait évolué. Mais nous avons eu de la chance parce qu'ils ont avoué qu'ils savaient qui était

l'ennemi. Nous pensons alors qu'il n'y a pas d'autre solution. Vous, vous avez eu de la chance de trouver la solution, votre problème a été résolu.

Il reste maintenant à résoudre le deuxième problème et il sera bientôt résolu. Nous avons demandé qu'il y ait des négociations. Nous avons fait tout notre possible. La Ministre Agnès vient de passer trois semaines à l'étranger pour suivre les négociations en cours.

Le troisième objectif que ce gouvernement s'est fixé est de rechercher de meilleures conditions pour ces gens qui sont dans la détresse, qui ont faim, qui sont malades et qui meurent tous les jours. Nous devons atteindre cet objectif, coûte que coûte. Mais nous ne pouvons pas atteindre les deux derniers objectifs si le premier n'est pas atteint. C'est la raison pour laquelle nous vous avons félicité pour avoir atteint ce premier objectif. Vous devez maintenant passer aux deuxième et troisième objectifs. Mais nous vous avons dit que nous n'accepterons jamais que ceux-là qui disent non ou qui disent qu'ils ne sont pas concernés nous fassent perdre du temps. Nous devons tous marcher ensemble, comme un seul homme. C'est pourquoi nous avons pris ces mesures. Le gouvernement a pris des mesures pour que ces gens se rapprochent des autres qui souhaitent la paix pour que tous nous construisions notre pays, dans la paix. Que Dieu soit avec vous. (*Applaudissements*).

Clément Kayishema, préfet de Kibuye :

Je vous remercie, Excellence Monsieur le Président de la République. Comme vous l'avez souhaité, je voudrais passer maintenant la parole à Madame la Ministre de la justice.

Agnès Ntamabyariro, Ministre de la justice :

Mon discours sera bref. Je voudrais d'abord vous transmettre le message du Gouvernement. Le Gouvernement vous remercie d'avoir pu restaurer rapidement la sécurité dans cette préfecture...

FIN DE LA FACE A

FACE B

(Applaudissements)

Agnès Ntamabyariro, Ministre de la justice :

Je voudrais vous dire que le gouvernement a été très chagriné par les événements qui endeuillent notre pays depuis le 6 du mois passé. Je parle du 6 parce que ceux qui nous rendent la vie impossible commencent à compter à partir du 7 alors que les événements qui ont eu lieu le 6 ont été le détonateur de ce qui a suivi. Vous savez que le 6, Son Excellence Monsieur le Président de la République a été abattu par des malfaiteurs. Celui-ci était avec son collègue, Son Excellence Monsieur le Président du Burundi et d'autres hautes personnalités de ces deux pays. L'avions a été descendu par des missiles.

Après cet attentat, le FPR a immédiatement pris position dans différents endroits de Kigali et a repris les hostilités alors qu'il était supposé rester cantonné dans le palais du CND. Il a donc repris les hostilités, il a quitté ce palais, repris les armes et occupé différentes positions dans la ville

Cette situation ne s'est pas limitée à la ville. Le FPR a repris les hostilités également au Nord dans les préfectures de Byumba et Ruhengeri. Malheureusement, à l'intérieur du pays dans plusieurs régions, les gens se sont dressés les uns contre les autres suite à la colère éprouvée par les membres de la population. Je ne vais pas m'attarder sur ce sujet.

Je dirais simplement que nous sommes heureux de constater que ces événements douloureux ont déjà pris fin dans cette préfecture.

Suite à ces troubles, des autorités et beaucoup de membres de la population ont perdu la vie. Le Président de la République nous a expliqué qu'il y avait eu un vide institutionnel qu'il fallait combler. Les politiciens ne pouvaient pas rester les mains croisées devant cette situation. Ils ont immédiatement examiné les voies et moyens de combler ce vide en mettant en place les institutions nécessaires pour éviter que notre pays sombre dans l'impasse. Vous savez qu'après la mise sur en place du gouvernement ...plutôt le jour de sa formation, il s'est fixé trois objectifs. Le premier était la restauration de la paix, le second, la poursuite des négociations avec les Inkotanyi dans le cadre des Accords de paix d'Arusha pour que les institutions prévues par ces accords puissent être mises en place. Depuis la mise sur pied de ce gouvernement, nous avons fait tout notre possible pour que la sécurité soit restaurée. Mais le mal était déjà fait. Les deux ou trois jours que nous avons passés dans un vide institutionnel sont à l'origine de tous les événements malheureux dont vous-même avez été sûrement témoins. Cela a beaucoup attristé le gouvernement et toute la communauté internationale s'est mobilisée pour condamner ces événements et demander que la sécurité soit rétablie et que les troubles cessent.

Cela a déjà été dit mais je n'ai pas d'autre choix que de le répéter. Le gouvernement s'est employé à transmettre aux Rwandais des messages destinés à mettre fin aux troubles. Les ministres se sont rendus dans les différentes régions du pays en vue de rétablir la sécurité.

Pour ce faire, ils ont rencontré les membres de la population et les autorités dans chaque préfecture pour examiner ensemble comment rétablir la sécurité. Plusieurs ministres auraient pu nous accompagner ici, mais cela n'a pas été possible parce qu'ils sont allés dans d'autres régions du pays. Certains sont même partis à l'étranger pour expliquer la vraie nature de nos problèmes parce que certaines personnes avaient mal compris la situation. Nous sommes venus ici dans le cadre de ces tournées. Nous, que ce soit le Président de la République ou les membres du Gouvernement, sommes heureux de constater que dans l'ensemble, les troubles ont pris fin. C'est une bonne nouvelle, mais je dois ajouter que, puisque nous vivons dans un Etat de droit, ceux qui ne veulent pas écouter, ceux qui font du mal aux autres ou ceux qui l'ont fait dans le passé doivent être poursuivis. Mais le plus important c'est l'amélioration et la sauvegarde de la sécurité. Profitant de cette accalmie, ceux qui sont chargés de mener des enquêtes, c'est-à-dire les IPJ, les bourgmestres, les membres des Forces armées, en bref, tous les agents de la police judiciaire en général ainsi que les agents du ministère public, et de l'ordre judiciaire, doivent collaborer, se mobiliser et bénéficier du concours des autres instances administratives en vue de poursuivre ces malfaiteurs. Il s'agit de ceux-là dont le Président de la République a parlé tout à l'heure qui, au lieu de promouvoir la sécurité et la paix, font la sourde oreille et commettent des actes criminels envers leurs voisins. Nous demandons au parquet de redoubler d'effort, mais il faut qu'il bénéficie du soutien des autres instances administratives dans le cadre de la coopération qui doit exister entre les autorités, surtout celles qui sont chargées de la sécurité. Les militaires doivent respecter les mesures de sécurité prises et aider les autorités à restaurer la sécurité, pour permettre l'accomplissement des ces tâches.

Au niveau du Gouvernement, nous sommes conscients que la réalisation de ces tâches exige des moyens matériels conséquents. Vous savez que le pays est pauvre et dispose de peu de moyens, mais nous avons demandé aux autorités préfectorales en collaboration avec les autorités militaires, de chercher ces moyens. Ils doivent réquisitionner les véhicules disponibles dans la préfecture parce qu'on ne peut pas effectuer des enquêtes sans véhicule. Quant à ce qui concerne le carburant, je pense que des directives ont été données depuis le début des événements. En effet, le carburant a été mis à la disposition des Forces armées rwandaises qui doivent s'en servir principalement pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Les services du parquet ont aussi droit à recevoir du carburant afin qu'ils puissent collaborer avec les autres services chargés d'assurer la sécurité, dans la poursuite des malfaiteurs.

Je pense aussi que le problème du personnel insuffisant se pose. La semaine passée, nous avons demandé aux responsables des juridictions et des parquets de nous faire parvenir les listes des agents qui ne travaillent plus, qui ont déserté le service, qui sont portés disparus et de ceux qui ont eu le malheur de perdre la vie durant ces troubles. Tous ces agents doivent être remplacés sans tarder afin de permettre la reprise effective des activités. Certaines de ces responsables m'ont déjà adressé des lettres dans ce sens, j'espère que les autres feront de même sans tarder pour que nous essayions de prêter main forte aux instances judiciaires dans la préfecture de Kibuye. Je pense qu'il n'y a rien d'autre à ajouter relativement au deuxième point que le Président de la République m'a demandé de développer.

Le troisième point que je voudrais aborder concerne les négociations de paix auxquelles j'ai assisté à l'étranger pendant ces derniers jours. En réalité je serai brève sur ce sujet parce qu'il n'y a pas eu de véritables négociations. Il y a trois semaines, le gouvernement a pris la décision de dépêcher des missions à l'étranger, aussi bien dans les pays voisins que partout ailleurs dans le monde pour expliquer la nature du problème du Rwanda et demander leur assistance. Moi-même ainsi que les membres de ma délégation avons reçu une mission supplémentaire de chercher les voies et moyens de restaurer la paix et pour une éventuelle signature d'un accord de cessez-le-feu entre le gouvernement et le FPR.

Lorsque nous avons quitté le pays, nous devions nous rendre en Tanzanie, à Arusha. Mais suite aux problèmes de communications que nous connaissons pour le moment, nous sommes arrivés à Arusha en retard. Toutefois, en escale, nous avons pu rencontrer d'autres autorités disposées à nous aider à résoudre notre problème. Nous avons fait escale au Zaïre et nous avons constaté que le Président zaïrois était disposé à nous aider. Il avait déjà rencontré les Inkotanyi et ils s'étaient entendus sur un projet d'accord. Lorsque nous sommes arrivées à Kinshasa, on nous a présenté le projet et on nous a demandé si nous pouvions l'accepter et le signer le même jour, c'est-à-dire le 23. Nous l'avons examiné et avons constaté que son contenu était acceptable. Mais il y avait un petit détail sur lequel nous ne nous sommes pas mis d'accord, là où il était dit que ce sont les responsables militaires qui devaient signer lesdits accords alors que depuis le début, au Zaïre et à Arusha, les négociations avaient eu lieu entre le gouvernement et le FPR. Notre gouvernement et certains pays étrangers ont jugé qu'il s'agissait-là d'une ruse, une tentative de semer la mésentente entre les militaires et le gouvernement. Cela était

impossible parce que les militaires avaient été d'un grand soutien aux leaders des partis politiques pour la mise en place du gouvernement actuel, en manifestant ouvertement leur soutien au gouvernement. Ce ne sont donc pas les manœuvres de l'ennemi qui allaient engendrer la discorde entre le gouvernement et les Forces armées rwandaises.

Nous avons expliqué que cela était impossible, que les militaires ne pouvaient pas signer en leur nom propre, que nous pouvions accepter qu'ils signent, mais au nom du gouvernement. Le chef de l'Etat zaïrois a compris cela et il a été ajouté au texte que les militaires devaient signer au nom du gouvernement. C'est en vain que nous avons attendu que le FPR vienne signer car lorsque les membres du FPR ont appris que nous étions arrivés sur les lieux, ils ont refusé de venir malgré que le Président du Zaïre leur ait envoyé un avion pour qu'ils puissent venir signer le document. Ils ne se sont pas présentés et nous, du côté du gouvernement, nous avons apposé notre signature aux accords de cessez-le-feu. Il (le Président du Zaïre) nous a assuré qu'il continuerait de faire de son mieux pour que le FPR lui aussi vienne signer cet accord.

Nous avons par la suite continué notre voyage jusqu'à Arusha. Nous avons d'abord été à Dar-es-Salaam où nous avons été reçu par le Chef de l'Etat tanzanien. Nous lui avons expliqué la raison pour laquelle nous n'avions pas pu être présents le 23. Je vous explique ceci parce vous avez certainement entendu les radios étrangères diffuser des nouvelles selon lesquelles nous avons été absents le 23 alors que cela était seulement dû au fait qu'il n'y avait pas de vol. Nous le lui avons expliqué et il l'a bien compris. Il a été totalement satisfait des explications que nous lui avons fournies. Il nous a dit qu'il allait

entrer encore une fois en contact avec le FPR pour reprendre les négociations. Celui-ci a accepté de venir. La réunion a été fixée au mardi le 3 de ce mois. Le jour du rendez-vous, nous sommes allés à Arusha où nous avons rencontré les représentants des pays qui avaient assisté aux négociations depuis le début. Il s'agit des représentants des pays africains frontaliers du Rwanda, des pays amis d'Europe avec lesquels nous coopérons, des organisations internationales, en particulier l'ONU et l'OUA; ils étaient tous présents.

Lorsque les négociations allaient commencer, le FPR a déclaré qu'il ne pouvait pas entrer en négociation avec la délégation du gouvernement parce qu'il ne le reconnaissait pas comme si celui-ci devait d'abord être reconnu par le FPR, comme si le FPR avait le droit de choisir avec qui négocier dans le camp adverse.

Nous avons fait tout notre possible et demandé au facilitateur ainsi qu'aux délégations étrangères qui assistaient aux négociations de faire de leur mieux pour que celles-ci se poursuivent et de convaincre le FPR d'accepter de nous rencontrer pour que nous recherchions des solutions pacifiques aux problèmes dénoncés par tous les Rwandais... par la plupart des Rwandais et par la communauté internationale. Le FPR a refusé ce que le facilitateur et les représentants des pays étrangers venus assister aux négociations lui demandaient mais, par contre a finalement accepté que le facilitateur rencontre chaque délégation à part; ce que nous avons aussi accepté car, pour nous, l'essentiel était d'aboutir à la signature d'un accord. Le facilitateur nous a remis un projet d'accord que nous, du côté gouvernemental, avons examiné. Nous y avons apporté des amendements mais le FPR l'a tout simplement rejeté. Alors qu'auparavant ils avaient accepté de signer

cet accord sans notre présence, à la dernière minute, la délégation du FPR a déclaré qu'elle ne pouvait pas signer ce document, ce qui a rendu la poursuite des négociations impossible. Ce fut l'impasse totale. Quant à nous, avant de rentrer, et en présence du Premier Ministre tanzanien, nous avons signé le document contenant les points que nous avions acceptés.

Nous avons eu des entretiens avec les représentants des pays étrangers et leur avons expliqué la nature réelle du problème. Nous leur avons demandé de nous soutenir et nous constatons qu'ils commencent à venir sur place pour se rendre compte de la situation qui prévaut, sans se fier uniquement aux nouvelles diffusées par les stations de radio étrangères qui souvent ne disent que du mal de nous. Bien que nous n'ayons pas encore pu signer les Accords de paix, nous espérons que ces pays vont nous aider à le faire. Je parle plutôt d'un accord de cessez-le-feu parce que les accords de paix ont été déjà signés, bien qu'ils soient restés lettre morte. Voilà la situation en peu de mots. Nous constatons que le FPR ne veut pas s'asseoir à la même table que le gouvernement pour négocier. Nous pensons que d'une certaine manière, il s'agit de ce que je pourrais qualifier de manœuvre dilatoire pour pouvoir poursuivre les combats dans l'espoir d'une victoire militaire finale, pour éviter de partager le pouvoir avec les autres Rwandais. En réalité, c'est là l'unique raison. Nous pensons que cela ne nous conduira nulle part. Les problèmes que nous connaissons ne seront pas résolus par la force des armes. Ce que nous devrions choisir, c'est la voie des négociations et l'arrêt des hostilités pour que les Rwandais vivent en paix et puissent mettre en place les institutions prévues par les Accords de paix d'Arusha. Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements)

Théodore Sindikubwabo, Président de la République

Avant de poursuivre, avant que le préfet ne donne la parole à d'autres orateurs, je souhaiterais compléter ce que la Ministre de la justice vient de dire et vous donner quelques exemples. J'ai devant moi une lettre que j'aurais dû vous lire au début. Je vais vous résumer son contenu. C'est surtout au sujet de cette manœuvre dilatoire du FPR en vue de s'assurer d'une victoire militaire avec le soutien de l'Ouganda et de ses autres complices. La communauté internationale commence à y voir clair. Relativement à leurs allégations selon lesquelles ils ne reconnaissent pas le Gouvernement rwandais c'est un subterfuge, comme nous l'avons dit souvent, tel que le Premier Ministre et les juristes l'ont souvent expliqué ; qu'ils nous reconnaissent ou non, cela ne nous préoccupe guère. Quant à eux, qui les a reconnus? Nous, nous sommes un gouvernement, mais eux disent qu'ils sont une famille. Par ailleurs, les organisations agréées par le Gouvernement rwandais sont connues. Qu'ils nous reconnaissent ou non, cela ne devrait impressionner personne, il ne s'agit que d'un faux-fuyant. Les Etats-Unis d'Amérique, une puissance mondiale, nous reconnaissent et adressent des correspondances au Gouvernement rwandais, la France nous reconnaît et envoie des délégations s'entretenir avec le Gouvernement rwandais, ce pays reçoit notre Ministre des affaires étrangères et traite donc avec un ministre représentant du Gouvernement rwandais, le premier facilitateur, le maréchal Mobutu a des entretiens avec le Gouvernement rwandais, l'OUA et l'ONU

traitent avec le Gouvernement rwandais. Ceux-là qui disent qu'ils ne reconnaissent pas ce gouvernement, sur quoi se fondent-ils?

Je voudrais vous lire le contenu d'une lettre qui nous est parvenue aujourd'hui, une lettre rédigée le 15. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique en France a adressé à notre ambassade à Paris ainsi qu'à toutes nos ambassades accréditées en Europe le message dont la teneur suit :

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique demande au Gouvernement rwandais ce qui suit :

- arrêter les tueries sur tout le territoire contrôlé par les Forces armées rwandaises.
- contrôler le comportement des militaires et des jeunes des partis soupçonnés de commettre des actes de violence.
- mettre en liberté les personnes qui ont trouvé refuge au stade de Cyangugu, au stade Amahoro, à l'Hôtel des Mille Collines pour qu'elles puissent chercher refuge où bon leur semble, dans les pays de leur choix.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique affirme que si ces trois points sont respectés, le Gouvernement rwandais a toutes les chances d'être reconnu par les Américains et même par toute la communauté internationale.

En ce qui concerne le FPR, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a informé notre ambassade à Paris qu'il a demandé au FPR de cesser de tuer des personnes innocentes, d'arrêter les hostilités ainsi que les autres actes criminels. Il a déclaré que les Etats-Unis

d'Amérique étaient au courant des tueries et des actes criminels perpétrés par le FPR et qu'ils lui avaient demandé d'y mettre fin. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pouvait recourir à la force si cela s'avérait nécessaire et qu'il avait demandé au Président Museveni de cesser de s'ingérer dans les affaires du FPR et des rwandais. (*Applaudissements*)

Le Gouvernement des Etats-Unis demande au Gouvernement rwandais de lui donner une réponse dans un délai de 3 jour sur les mesures prises concernant ces trois conditions. La réponse à cette demande est facile. La première vient de m'être donnée ici à Kibuye. La sécurité a été rétablie (*Applaudissements*) et c'est ce qu'ils nous demandent.

Vous avez appris les mesures que nous avons prises contre les personnes qui veulent encore commettre des actes criminels. A propos des gens qui ont pris refuge dans les hôtels à Kigali dont ils souhaitent qu'ils soient libérés pour qu'ils puissent aller où bon leur semble, vous avez entendu à la radio qu'un programme a été établi en ce qui les concerne. Aujourd'hui, on a commencé à les laisser partir pour qu'ils se rendent dans les zones de leur choix.

Hier nous étions avec un ministre français et nous lui avons permis de venir voir lui-même que ces gens sont libres de leur mouvement. Nous avons donc rempli les trois conditions requises. Ce qui reste à faire pour les Américains et la communauté internationale, c'est de faire pression sur le FPR. (*Applaudissements.*)

Clément Kayishema, préfet de Kibuye :

Je souhaiterais que nous poursuivions la réunion. Parmi les personnalités qui accompagnent Son Excellence le Président de la République, il y a le Secrétaire-député, Monsieur Cyprien Munyampundu. Je voudrais lui donner la parole pour qu'il puisse nous donner son message.

Cyprien Munyampundu, Secrétaire-député :

Je vous remercie, Monsieur le préfet.

Excellence Monsieur le Président de la République Rwandaise,

Madame la Ministre de la justice,

Monsieur le Préfet,

Mesdames et Messieurs,

Chers frères de Kibuye,

Moi aussi je vous adresse mes chaleureuses salutations. Je vous demanderais de montrer encore une fois au Président de la République que nous lui souhaitons la bienvenue chez nous à Kibuye. *(Applaudissements)*

Au nom du Conseil national pour le développement, des députés, je voudrais remercier tous les habitants de Kibuye parce que, unis, vous avez pu travailler ensemble et restaurer la paix et la sécurité dans votre préfecture de telle sorte que, comme vous l'avez entendu, le Président de la République nous a accordé la première note. Nous en sommes très fiers.

(Applaudissements)

Par le biais de ce message, je voudrais vous informer que le Conseil national pour le développement a lui aussi, dans ces derniers jours, transmis à tous les Rwandais, un message les exhortant à se montrer unis et solidaires afin que nous puissions défendre notre pays.

Le Conseil national pour le développement a aussi envoyé des messages aux parlements étrangers. Vous l'avez peut-être appris par la radio. Dans ce message, nous avons expliqué la nature de la guerre que nous menons et qui sont nos adversaires. Nous avons demandé aux parlements du monde entier de transmettre ce message à leurs gouvernements respectifs pour que ceux-ci puissent intervenir et aider le Rwanda à restaurer la paix et la sécurité qu'il avait avant l'attaque du FPR.

Vous vous demandez peut-être ce que compte faire le Conseil national pour le développement pour le moment ? Nous sommes en train de rechercher tous les voies et moyens de travailler sur la base de la Constitution du 10 août 1991 en attendant la mise en application des Accords de paix d'Arusha. Vous savez que ces Accords n'ont jamais été appliqués alors que c'étaient eux qui définissaient notre cadre de travail. Ce n'est pas notre pays qui a violé ces Accords. C'est dans ce contexte que nous convoquerons très prochainement une réunion des députés pour débattre de cette question et consulter le gouvernement sur les activités à entreprendre d'urgence.

Comme l'a dit Son Excellence Monsieur le Président de la République, nous devons rester unis pour pouvoir gagner cette guerre. Si nous ne sommes pas unis, l'ennemi en

profitera pour nous asservir. Les députés vous félicitent donc, ils ont aussi envoyé des messages à l'étranger, ils soutient le gouvernement et ils soutiennent surtout Son Excellence Monsieur le Président de la République étant donné que nous avons de la chance parce qu'avant de devenir le Président de la République, il était le président du Conseil national pour le développement. Au nom des députés, je lui ai déjà dit que nous le soutenions mais je voudrais lui réitérer notre soutien ainsi qu'au Gouvernement dirigé par Jean Kambanda. Nous les soutenons dans toutes les actions et dans tous les objectifs qu'ils se sont fixés pour que la paix soit restaurée dans ce pays, pour que ce pays vive encore en bons termes avec les autres nations comme auparavant

Maintenant, en ma qualité de natif de Kibuye, je voudrais demander aux habitants de Kibuye de rester vigilants. Comme vous le savez, cette guerre est d'une autre nature. Nous ne devons pas dire qu'elle a lieu à Byumba uniquement, qu'elle a lieu à Kibungo, à Kigali uniquement, et que nous devons rester les bras croisés. Il faut dire à ceux qui tiennent les barrières d'effectuer des contrôles mais sans agresser qui que ce soit parce nous ne devons pas penser que l'ennemi qui nous a attaqué laissera Kibuye intact. Toutefois, si nous prenons des mesures préventives, nous pourrions repousser son avancée.

Nous devons à tout prix éviter de nous dresser les uns contre les autres et de commettre des actes de pillage. Pourquoi ? Ceux qui ont pillé les biens des autres à Kigali, ne les ont-ils pas abandonnés ? Au lieu de piller quoi que ce soit et de vous entre-déchirer, vous deviez d'abord protéger votre pays pour ensuite partager ses richesses. Tant que votre pays ne sera pas sécurisé, il sera inutile de chercher à s'enrichir. Les biens peuvent

toujours être amassés plus tard. Les gens de Kigali étaient très riches, mais ils ont tout abandonné et certains ont maintenant à peine de quoi s'habiller. La recherche de la fortune avant la sécurité du pays est une perte de temps.

FIN DE LA FACE B